

Document d'information sur les viandes

Ce document à diffuser en interne et sur le site a servi à l'élaboration d'un document à grande diffusion de type « point doc » intitulé, "*Production et consommation des viandes : comment le capitalisme conquiert notre alimentation ? La construction d'un système mondialisé et sa remise en cause*". Il vise à préciser ce que nous définissons par alterdéveloppement sur une question concrète qui fait débat au sein des mouvements alternatifs et altermondialistes. L'enjeu est d'aboutir à un point de vue politique consensuel sur un sujet complexe à partir des approches des deux commissions.

Cette double question de la production et de la consommation des viandes illustre très bien notre projet autour de l'alterdéveloppement. Elle est à la fois mondiale, sociale (inégalités, culture, santé...) et écologique : effet de serre, pollution, biodiversité, développement territorial, le tout en fonction du niveau de consommation et du choix entre agriculture industrielle et agriculture paysanne, dans le cadre de la remise en cause du capitalisme.

Le document comporte trois parties, avec pour chacune un volet production et un volet consommation :

- Situation et tendances,
- Les conséquences des évolutions et les questions posées,
- Eléments pour une alternative.

Résumé,

- La consommation de viande augmente très vite avec des conséquences jugées de plus en plus graves en raison de l'évolution des systèmes de production et d'échange dans un monde de plus en plus inégalitaire, notamment pour l'accès à une nourriture satisfaisante.
- Cette augmentation de la consommation a des conséquences écologiques (GES, sols, etc.) mais aussi nutritionnelles (obésité, carences, etc.) et sociales ; elle aggrave le conflit entre alimentation animale et humaine dans l'usage des grains (céréales et protéagineux). Toutefois, des distinctions sont à faire entre les types de viande et entre les systèmes de production pour une même viande.
- Cette augmentation, tirée par la demande, a été permise et s'est faite de concert avec l'industrialisation, la spécialisation, la concentration et la mainmise des IAA sur le secteur productif et commercial, largement au détriment des agriculteurs et des circuits antérieurs. Ce processus est largement interconnecté à l'échelle mondiale.
- C'est la consommation des viandes blanches qui augmente le plus car ces viandes sont moins chères à produire en raison d'un meilleur bilan énergétique et de leur facile inclusion dans le processus de production et de marchandisation. Cette évolution est le fait des nouveaux consommateurs de viande (PED) comme des anciens où cette évolution du profil de consommation est liée à celle de l'alimentation en général (produits transformés, pas chers...)
- L'élevage présente de nombreux intérêts environnementaux, territoriaux, économiques, alimentaires : l'élevage ne produit pas que de la viande. Ces avantages peuvent encore être accrus dans le cadre d'agricultures paysannes, de circuits plus courts ...

- Il faut certes réduire la consommation de viande dans de nombreux cas (pays et individus) mais il ne faut pas vouloir apporter une réponse toute faite.
- La construction d'une alternative sera difficile, à l'échelle nationale et encore davantage mondiale, en raison de la forte tendance à l'augmentation de la consommation et de la force du système capitaliste. Elle est à construire par des réponses collectives et individuelles pour, à travers d'autres politiques, d'autres organisations, d'autres comportements, mettre en place une autre alimentation, une autre agriculture, d'autres rapports entre pays riches et pays pauvres ...

Encadré 1 : viande, viandes, produits animaux, qu'elle est la bonne entrée ?

D'un point de vue purement nutritionnel, c'est l'ensemble des produits animaux (viande, poisson, œufs, lait) qu'il faudrait traiter, y compris en prenant en compte les produits végétaux (céréales, protéagineux), nécessaires à leur production et concurrents de l'alimentation humaine.

Mais une grande part des questions d'ordre écologique et économique liées au développement de la production/consommation de la viande lui sont spécifiques ; c'est donc sur les viandes que le document est centré. Nous n'oublions cependant pas que les questions liées aux volailles concernent aussi bien les œufs que la viande. De même, la part bovine et, à un moindre degré, les parts ovine et caprine de la viande sont pour partie, directement ou indirectement, des coproduits du lait. Mais le cas du lait ne sera pas évoqué ; il pose en effet des questions différentes et de façon moins aiguë.

Malgré les différences entre les viandes blanches (porc et volaille des monogastriques dits granivores) et les viandes rouges (bovins, ovins, polygastriques herbivores), les nombreuses similitudes dans les facteurs de développement de la production et dans ses conséquences, conduisent à parler des viandes au sein d'un "système viandes" (encadré 2).

I SITUATION ET TENDANCES,

1. Production de viande :

Part de chaque viande : source : FAOSTAT

Monde en 2008 production totale : 280 millions de tonnes (MT), dont :

- Porc : 112 MT, soit 40 %,
- Volaille : 92 MT, soit 33%,
- Bovin : 66 MT, soit 23%
- Ovin-caprin : 13 MT soit 4 %.

- Les "granivores" (porc et volaille) représentent à eux 3/4 de la production, avec une forte tendance à la hausse, alors que la part des herbivores diminue.

- grands pays producteurs :

- Chine : premier pays producteur (1/4 de la production en 96, en hausse, pour le porc surtout)
- USA et UE : environ 30 M de T chacun.

La production d'aliments concentrés :

L'accroissement de la production de viande, et celle plus rapide à base de porc et de volailles à base de fourrages riches en énergie (céréales) et en protéines (graines et tourteaux d'oléo protéagineux et protéagineux dont soja) a entraîné un fort développement de l'usage de ces produits entre 1980 et 2005. Sensible à l'échelle mondiale, de 908 à 1250 millions de tonnes soit + 38 %, elle est massive dans les pays en développement de 240 à 602 M T soit + 150 %. Une telle évolution s'accompagne d'une forte artificialisation des systèmes végétaux, de plus en plus spécialisés et d'élevage de plus en plus en hors-sol, du renforcement des échanges internationaux avec une part croissante des firmes et de la concurrence entre alimentation animale et humaine. Ainsi en 2005, 1/3 de la récolte mondiale de céréales a été

consacré à la nourriture des animaux avec des bilans calorique et protéique défavorables mais avec des conséquences qualitatives nuancées (voir II.1)

2. Niveaux et évolutions de la consommation (voir tableau annexe)

En résumé :

- grande diversité des niveaux de consommation de viande selon les pays et les niveaux de revenu
- consommation en hausse en lien avec la croissance de la population et de la diversification des régimes alimentaires.

Selon les pays : importance du revenu et des habitudes alimentaires (exemples)

Revenus	Pays à faible consommation de viande	Pays à forte consommation de viande
Très faibles (<5000 \$)	Inde (environ 5kg)	
Faibles (10 000 \$)	Thaïlande (22 kg)	Russie et Chine (près de 60 kg) ; Brésil (80 kg)
Elevés	Japon* (40 kg)	Europe occidentale (98 kg)
Très élevés		USA (120 kg)

* forte consommation de poisson

La hausse de la consommation est liée à la hausse du revenu moyen par pays et du revenu par personne (élasticité revenu supérieure à 1)

Ainsi une croissance du PIB de 1000 \$/an et par personne entraîne en moyenne une hausse de 2,7 kg de la consommation de viande/an ;

La FAO a noté une croissance de la consommation de protéines animales de 17 % en 10 ans dans les PVD, où par ailleurs la croissance de la population est forte.

La hausse de la demande mondiale, actuellement de + 6 % par an, est supposée rester longtemps à ce rythme, avec des hausses relatives beaucoup plus fortes pour les viandes de granivores, généralement élevées en hors sol. La croissance, très forte en Chine, débute en Inde, stagne en Europe, en Afrique du Nord-Moyen Orient et en Amérique du Sud.

Cette hausse résulte de la combinaison de la force du système lui-même et de la hausse des revenus pour une part de la population mondiale en raison des atouts de la consommation de viande : praticité, plaisir, marqueur social, intérêt nutritif ... au moins jusqu'à un niveau de risque sanitaire ou de sa concrétisation.

Les évolutions de la consommation de telle ou telle viande traduit une recherche d'équilibre entre leurs prix relatifs et /ou leur praticité de préparation/utilisation (ainsi le développement des plats cuisinés s'est fait sur des produits à base de volaille, moins chère, plus « rapide » à produire et à transformer et donc permettant une certaine compression du coût du produit final par ex). Ainsi en France, la forte croissance de la consommation jusqu'à la fin de la décennie 90, a été assurée par les viandes de porc, puis de volaille.

En kg de carcasse par habitant (France)

Année	Bœuf	Veau	Total bovin	Toutes viandes	% viande bovine
1956	19,6	7,6	27,2	67,8	40,1
1971	20,8	7,0	27,8	88,8	31,3
1993			28,8	111,9*	25,7

*Abats compris

Quelles explications

L'interprétation des écarts de niveaux de consommation et de la vitesse de l'évolution des consommations implique de faire appel à de nombreux facteurs du côté de la demande : le niveau de revenu et son évolution, les services rendus (plaisir de la viande rouge dans de nombreuses cultures, praticité et prix bas des viandes blanches), disponibilité relative dans les pays herbagers. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale les entreprises d'amont et d'aval de la production ont su, aux USA et à partir de ce pays, dans une pure logique capitaliste, prendre appui sur ces facteurs côté demande et les amplifier pour développer des secteurs industriels et commerciaux puissants et dominants, entraînant par la même une importante modification des systèmes de production, de transformation et d'échanges (encadré 2). La viande a permis une forte et bénéficiaire expansion des secteurs agro industriel et agro commercial qui ont pu structurer la production et la consommation. Ces processus et leur vitesse d'évolution font de la viande une question très complexe, polysémique et polémique. Par exemple, dans de nombreux pays la consommation moyenne par habitant dépasse le « suffisant » (A GORZ), donc beaucoup de consommateurs sont très au-delà, alors que de nombreux habitants n'ont pas accès au minimum vital de protéines. L'explication de ces inégalités relève pour partie de l'usage par l'élevage de produits agricoles (et plus récemment par les agrocarburants) qui pourraient être plus utiles s'ils étaient consommés directement en alimentation humaine (voir loin II.1)

Encadré n° 2 : Système viandes*

Pour comprendre l'état actuel (structure) et l'évolution (dynamique) du système viandes aux trois stades de la production, des échanges et de la consommation, il faut faire appel à deux moteurs (illimitation et marchandisation) et à deux processus (industrialisation et concentration) du capitalisme actuel. Leur combinaison permet toujours plus de produits et d'échanges, facteurs de profit et de pouvoir, notamment pour les firmes multinationales, dans le contexte favorable de la mondialisation libérale.

Quelques précisions sur les quatre mots-clefs et sur les résultats de leur combinaison :

- illimitation : cette caractéristique essentielle du capitalisme "produire toujours plus de produits et d'échanges" pour accroître la valeur et le profit fonctionne particulièrement bien en matière de viande sur les deux volets produits finaux de consommation et produits échangés à tous les stades du processus en lien avec la,

- marchandisation : il s'agit de l'accroissement de la part des produits échangés sur les marchés, transformés ou non, au sein des filières des viandes et celles connexes (entre exploitations agricoles et entreprises et entre elles) ; cet accroissement commence dans l'agriculture, avec la spécialisation au sein des exploitations agricoles (séparation entre productions végétales et animales et au sein des productions animales) et des régions ou entre les régions et les pays. Cette marchandisation se développe aussi en amont (en matière de reproduction, d'alimentation du bétail et en aval (développement des échanges entre entreprises des IAA et développement de nouveaux produits : plats cuisinés ...). Ce fort accroissement des volumes produits et de la part échangée favorisent et sont favorisés par

- l'industrialisation : accroissement de la part de l'industrie aux différents stades et d'un fonctionnement taylorien des entreprises : changements technologiques, spécialisation des unités et standardisation des tâches, y compris dans certaines unités d'élevage (comme le montrent divers films. Ainsi le modèle des abattoirs de Chicago qui aurait inspiré Taylor, s'est répandu dans l'ensemble du "système viandes".

- la concentration : que ce soit pour la génétique (végétale et animale), le commerce et la transformation des grains, l'abattage des animaux et le commerce ou la transformation des viandes, chaque segment du système est dominé par quelques firmes, tout particulièrement dans le sous-système des viandes de volailles.

Si ces facteurs et processus ont été actifs sous l'influence des Etats-Unis, de la fin de la seconde guerre aux années 70, dans la première phase de transformation du système viandes, ils interviennent depuis dans un système qui a changé de nature et, davantage encore, d'ampleur en se mondialisant (rôle du Brésil, de la Chine ...)

Ainsi, l'ensemble des unités, capitalistes (largement prépondérantes) ou non, forment bien un système ayant une logique construite sur celle des entreprises capitalistes. Ce système présente une forte interconnexion des flux et des stratégies entre ces entreprises ou autres acteurs privés et publics, malgré quelques contradictions entre pays ou branches. De plus comme le note la FAO, ce développement sous forte dominance capitaliste, s'opère dans "un *vide institutionnel*" au niveau de beaucoup d'Etats et, sur beaucoup de points, au niveau international.

Cette interconnexion, condition de la solidité du système, peut être illustrée par les rapports entre "céréalisation" et productions animales. La céréalisation, recouvre à la fois le mouvement de spécialisation de nombreuses exploitations agricoles et régions du monde dans la production de céréales et autres grains et l'augmentation concomitante de leur production à différentes échelles. Ce double mouvement, favorisé par la plus grande facilité des gains de productivité (génétique, mécanisation), de spécialisation, de commercialisation et d'usage ont conduit à une perte de qualité et une forte surproduction, entraînant un usage massif de ces grains dans la production animale, des granivores particulièrement, avec du même coup une nouvelle phase d'artificialisation en production animale (augmentation de la part de grands élevages de type "ranch" pour les bovins, de type industriel pour le porc et la volaille qui représentent respectivement 56 % et 72 % de chacune des productions ; dissociation y compris sur de grandes distances de la production de l'alimentation animale et de l'élevage). La boucle est provisoirement bouclée en l'Europe, lorsque la réforme de la PAC en 92 a abaissé le prix des céréales, leur offrant un nouveau débouché en alimentation des volailles et par contre coup un développement des plats cuisinés et de l'exportation des bas morceaux. Depuis le développement des OGM, dans la production de soja tout particulièrement, amplifie encore les phénomènes précédents.

Ces évolutions de l'offre agricole, industrielle et commerciale ont trouvé bon accueil du côté de la demande suite aux évolutions relatives des prix, à l'incorporation de nouveaux services... parallèlement à la hausse des revenus, à l'urbanisation.

Nous avons donc affaire à un système puissant dont la fragilisation sera difficile. Certes, la structure et la dynamique du "système viandes" actuel se trouvent en opposition, en contradiction avec les fondements d'un système alternatif fondé sur l'autonomie et la coopération entre producteurs et consommateurs en vue de réaliser les enjeux sociaux (emplois, accès de tous à une alimentation saine et suffisante) et écologiques (préservation des ressources, lutte contre le réchauffement). Mais, aussi importantes soient-elles, les expériences alternatives ne pourront à elles seules être suffisantes ; elles devront être relayées par d'autres politiques nationales et internationales, d'autres institutions.

2. Les principaux échanges internationaux (voir aussi tableau annexe)

Remarque : les données présentées ici sont celles publiées par FAPRI 2008 car jugées plus fiables que celles de la FAO¹ qui fait état de volumes beaucoup plus importants.

En 2008, 17 millions de tonnes (MT) sont échangées (exportées et importées) dont bovins = 6,206; porc = 4,386; poulet = 6,414. L'ensemble des produits d'élevage (y compris laitiers et œufs) représente une part croissante des exportations agricoles ; de 11 % en 1961 elle est passée à 17 % en 2006. Les échanges de produits végétaux pour l'alimentation animale sont également très importants.

2.1 viandes

¹ Données de la FAO pour les exportations mondiales en 2006, en millions de tonnes et en % de la production mondiale (en 1980-en 2006) : bovins : 9,2 (9,1-14,2) ; porc : 10,4 (4,9-9,8); volaille : 11,1 (5,9-13,0), soit un total de 32,1 M T, soit près du double de celles fournies par FAPRI.

Viande bovine : les échanges, 6,2 MT, bien qu'en hausse ne représentent qu'une faible part de la production mondiale (10 %); ils sont structurés en deux sous ensembles géographiques :

- le marché atlantique avec deux flux :
 - celui de l'Amérique du Sud vers l'Europe (585 milliers de T importées en 2008) et la Russie (plus un peu Afrique du Nord et Moyen Orient), de loin le plus important, représentant en 2007 environ 50 % des échanges ; ce flux est marqué par une réduction de la capacité exportatrice à partir de 2007 après une forte hausse ;
 - celui des échanges au sein du continent américain
- le marché asiatique marqué par les exportations de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, de l'Inde (en croissance) et des Etats-Unis vers les autres pays asiatiques (hors Chine)

Bovins vivants : ils concernent bien sûr des échanges de courte distance, par ex au sein de l'UE : exportations de "broutards" (animaux non finis) de la France vers l'Espagne et surtout l'Italie d'où ils peuvent être exportés vers l'Allemagne après engraissement.

Porcs : Les exportations de viande de porc, (4,386 MT, soit 4 % de la production mondiale) sont pour l'essentiel réalisées par 3 pays (Brésil, Canada, USA) et l'UE, en direction de trois principaux pays importateurs : le Japon, le Mexique et la Russie. :

Volailles (poulet pour l'essentiel) : les 6,4 MT échangées (soit 7 % de la production mondiale) le sont essentiellement par le Brésil et les USA (plus un peu la Thaïlande) et les mêmes importateurs que pour le porc.

Ainsi, le Brésil domine les échanges internationaux des viandes en réalisant à lui seul 38 % des quantités exportées, avec une contribution importante sur les trois types de viande. L'Argentine, l'Australie et la Nouvelle Zélande sont des exportateurs importants en viande bovine, avec l'Inde depuis peu, qui exporte vers les USA et l'UE.

2.2 Aliments du bétail

En 2000, pour les oléagineux, environ 20 % des graines (57 MT) et 28 % des tourteaux (52 M T) sont échangés, le soja représentant respectivement 74 % et 70 % des échanges,

L'UE en est le premier importateur (32 % des graines échangées et 43 % (en bilan import-export) des tourteaux de soja, colza et tournesol) sachant qu'elle importe aussi beaucoup d'autres tourteaux (palmistes ...).

2.3 Quelques conséquences Le développement des échanges de viande et d'aliments du bétail a au moins 4 types de conséquences :

- développement des firmes spécialistes de ces marchés qui accroissent ainsi leur pouvoir de marché et de structuration des filières avec une concurrence très renforcée vis-à-vis des systèmes en place ;
- modification des systèmes de production (régionalisation, spécialisation des régions et des exploitations, concentration, déconnexion entre production et territoire...):
 - o dans les pays exportateurs pour bénéficier de leurs avantages comparatifs (spécialisation géographique et des systèmes) avec tout un ensemble de conséquences, (cas du soja argentin avec récupération violente des terres des populations natives ...);

- dans les pays importateurs par renforcement de la concurrence (ex effet des importations de viande brésilienne sur les systèmes français, herbagers notamment) ;
- modification des systèmes alimentaires : normes, habitudes ...
- conséquences écologiques : transports, artificialisation des milieux, déforestation.
- développement / propagation des maladies (épizooties...)

Ainsi, même relativement peu importants en % de la production totale des viandes, ces échanges de viandes et d'aliments du bétail, constituent un des moteurs essentiels de la dynamique du "système des viandes".

II CONSEQUENCES DE CES EVOLUTIONS ET QUESTIONS POSEES

1. Concurrence accrue entre alimentation humaine et alimentation animale

Le niveau de cette concurrence dépend des bilans et de la localisation de la production et de la consommation.

11 Les bilans énergétique et protéique de la production d'aliments pour animaux à partir de produits végétaux susceptibles d'être consommés par les humains étant très défavorables, le développement de la production de viande contribue ou peut contribuer à un accroissement des déficits alimentaires, actuellement et à moyen terme.

Il s'agit d'un sujet important à traiter sous ses différents aspects :

- Diversité des bilans selon le type d'animal

Energétique : de 3 environ (?) calories végétales pour une calorie animale de volaille et de porc à 7 pour les herbivores,

Protéique : Kg de protéines végétales pour 1 kg de protéines animales :

(Lecerf 1986)

Animal	bœuf	Porc	Poulet
N de Kg de protéines végétales pour 1 kg de protéines animales	15	7	5

- les granivores dont l'alimentation repose exclusivement sur des aliments concentrés sont, pour une quantité donnée de calories, plus nettement en concurrence que les herbivores, qui pour une part, variable selon les zones et les systèmes d'élevage, consomment de l'herbe de prairies qui occupent des surfaces pour une part impropres à la culture de céréales.
- Les tourteaux issus de la transformation des oléagineux pour la production d'huile, qui représentent 21 % du tonnage mondial de grain ou de sous produits utilisés en élevage, ne sont eux pas directement concurrents de l'alimentation humaine. (la question est celle de leur importation par l'Europe ...). La production de graines d'oléagineux pour usage direct en alimentation animale est elle concurrente de l'alimentation humaine du fait de l'utilisation de surfaces agricoles au détriment d'autres productions.

L'origine des protéines pour l'alimentation animale varie selon les continents en fonction de l'origine herbivore ou granivore des viandes et des modes de production :

(illustration en % pour 1994, source Y Dronne)

	Fourrages	Céréales	oléagineux	Divers
Monde	56	25	17	2
UE	39	19	42*	

* Matières riches en protéines dont 69 % importées, dont 80 % de soja

Selon une étude récente pour le CIV (Comité d'Information des Viandes), le "bovin moyen" en France (établi en fonction de la structure du troupeau viande et de l'alimentation moyenne par système d'élevage et de la contribution viande des vaches laitières) consomme par kg de viande nette commercialisable (VNC) 32 kg de matière sèche. Les 21 % de matière sèche ne provenant pas de l'herbe (y c le maïs ensilage), traduits en équivalent céréales, correspondent à 5,5 kg d'équivalent céréales.². Ce résultat moyen est abaissé pour les systèmes moins intensifs. Pour le porc les quelques données font état de 5 kg environ et pour la volaille 2 ou 3.

- Le bilan doit aussi prendre en compte l'intérêt nutritionnel supérieur des protéines d'origine animale sur celles d'origine végétale ; de même l'apport de lipides par les produits animaux permet une intéressante réduction de la consommation de glucides pour satisfaire les besoins en calories.

1.2 Données globales mondiales (données 2006-2007 pour 6,6 Mds d'habitants)

Le tonnage de céréales utilisées en production animale représente 742 MT soit 36,9 % de la production totale (1 982 000 T) soit l'équivalent des 2/3 de la consommation humaine principalement assurée par le riz non utilisé en élevage; ce même tonnage représente 72 % des grains et sous-produits consommés par les animaux, le reste étant principalement constitué d'oléagineux.

La concurrence réelle avec l'alimentation humaine dans les pays du Sud est en fait beaucoup plus faible puisque ce sont surtout les élevages des pays riches qui consomment ces céréales³, déjà exportées en trop grande quantité vers les pays déficitaires. Dans une perspective d'amélioration de l'autosuffisance de ces pays ou régions en produits de base, cette question de la concurrence entre alimentation animale et humaine en termes d'obtention de la sécurité alimentaire devrait perdre progressivement de son importance.

2. Les conséquences environnementales et nutritionnelles les plus graves se font sentir dans les pays gros producteurs et consommateurs de viande ?

Depuis le début des années 50, le développement de la production et de consommation des viandes dans les pays occidentaux a induit et accompagné une coupure au sein d'une même exploitation et d'une même zone entre agriculture et élevage avec « céréalisation » de nombreuses zones, élevages hors sol dans d'autres. Il en résulte artificialisation, agrandissement des unités, déficit de matière organique dans les zones de grande culture, mal compensé par les engrais minéraux, excédent dans les autres (voir épisode algues vertes). Parallèlement, le développement de la production céréalière pour l'alimentation animale a conduit à un productivisme céréalière très défavorable à la qualité nutritionnelle des blés panifiables, surtout, dans les années 1970 avec la prescription des farines blanches au détriment des farines complètes. Cet avantage aux céréales, agronomique et réglementaire (du fait de l'accord USA/UE de 1962 autorisant l'UE à exporter ses céréales en contrepartie de l'obligation d'importer des protéagineux) a conduit aussi, via l'évolution des systèmes fourragers et d'élevage, à creuser le déficit en oléagineux, source d'exportation de céréales et d'importation de soja, devenant une culture pionnière en Amérique du sud ; il faut aussi noter le développement des échanges intra communautaire d'animaux maigres et fins.

² Soit moins que les autres chiffres disponibles qui vont de 7 (WWI) à 20 (N. Hulot)

³ En 2005, les pays développés utilisent 62 % des céréales et 52 % de l'ensemble des aliments concentrés destinés à l'élevage.

Au sein de cette évolution, des systèmes herbivores extensifs, lait et surtout viande, ont pu malgré tout persister maintenant un impact environnemental faiblement négatif⁴, et un intérêt paysager et social dans des zones, agronomiquement et économiquement difficiles.

Sur le plan nutritionnel ; hors la perte de qualité et de la consommation du pain (en partie compensées en France depuis 1992), on peut noter la perte de qualité nutritionnelle et organoleptique des produits issus de cycle de production animale de plus en plus courts et artificialisés ; l'usage des antibiotiques est aussi très dommageable. Le changement des modes d'alimentation (grignotage, fast-food, plats cuisinés) conduit aussi à une dégradation qualitative de la ration des couches pauvres, obligées de satisfaire leurs besoins caloriques à moindre coût avec des produits, végétaux et animaux, déséquilibrés et en plus saturés de lipides et de glucides de mauvaise qualité.

En développement dans les pays occidentaux, ces aspects sont encore plus prégnants en pays du Sud où la montée des maladies d'origine alimentaire (obésité, diabète) est très forte.

3. Les impacts climatique et écologique globaux de l'élevage

3.1 **Contribution à l'effet de serre** : globalement⁵ la contribution de l'élevage serait de 18 % des émissions de GES (9 % du CO₂, 37 % du CH₄, 65 % du N₂O) selon le rapport de la FAO de novembre 2006) ou 51%⁶ Comme l'annonce le magazine "World Watch" sur la base d'une étude de deux consultants en écologie pour la Banque Mondiale qui auraient pris en compte d'autres facteurs.

Le bilan environnemental de l'élevage est donc difficile à établir ainsi que les préconisations en raison des données souvent peu fiables et polémiques, notamment pour le herbivores avec des contributions positives (stockage de carbone par les prairies pérennes) et d'autres négatives (production de méthane) ; en effet, c'est au niveau d'un système de production ou au moins d'élevage dans son ensemble et non à un itinéraire technique donné ou à une pratique particulière qu'il faut établir de tels bilans.

- diversité des impacts climatiques selon les systèmes d'élevage : exemples extrêmes pour l'Europe (non chiffrés) :

Bovins, impact maximum avec des taurillons en plaine du Pô à partir de brouillards importés de France et nourris au maïs ensilage irrigué avec fort complément azoté (soja) produit en Argentine ou au Brésil après déforestation ;

Impact minimum : viande issue de troupeaux laitiers ou viande nourris de façon extensive sur herbage ;

⁴ Par exemple, le système « naisseur léger » (élevage à viande fournissant des animaux de 9 mois à engraisser) dégage un faible excédent d'azote permettant une eau à moins de 10 mg de nitrates par litre, un faible excédent de phosphore, une émission nette d'équivalent CO₂ d'environ 17 kg d'équivalent CO₂ par kg de viande nette consommable avec une pression phytosanitaire quasi nulle et une forte « surface équivalente de biodiversité ». A noter aussi que le système « naisseur engraisseur » de jeunes bovin, système plus intensif fournissant des animaux finis prêts à être consommés, garde des niveaux satisfaisants d'impact (émission nette de 27 kg équivalent de CO₂).

⁵ En France, l'élevage herbivore serait responsable de 11 % des émissions de GES (CITEPA, cité par Interbev, publicité, Le Monde du 12/12)

⁶ Ce chiffre de 51 % paraît incroyable, même si ce résultat portait sur les seuls USA

En France, des données d'émissions nettes⁷ (intégration du stockage sous prairies), directes et indirectes exprimées en éq kg de CO₂/ kg de viande nette commercialisable (VNC), font apparaître des différences sensibles, liées notamment à la durée du cycle : bœuf viande (cycle long) : 40 ; bovin "moyen": 25,2 ; jeune bovin viande : 21,9 ; vache laitière : 12,11

Porc et volaille, maximum : élevage avec produits issus de céréales d'autres régions et oléagineux importés ;
Minimum élevage en bio avec alimentation de la ferme ou locale.

D'importants écarts entre herbivores et granivores : (source "bilan carbone", Adème 2008) ; en kg d'éq. CO₂ par Kg de carcasse)

Bœuf	mouton	Porc	Volaille
16	14	4,5	2 (moyenne)

- diversité selon les régimes alimentaires des pays ; par ex en Allemagne, pays qui importe 70 % des produits nécessaires à son alimentation (calcul récent, source inconnue) : le régime viande + produits laitiers + céréales a un impact GES de niveau 3,9, la suppression de la viande réduit l'impact à un niveau 2, 2 alors que le régime végétalien aboutit a un impact de 1,2.

3.2 Autres impacts écologiques : biodiversité et pollution des eaux ...

Diversité des impacts, parallèle à celle des effets de serre avec des effets possiblement positifs des systèmes herbagers extensifs si pas de surpâturage, pas de labour ...

Dans beaucoup de situations, l'élevage, y compris pastoral, est un pilier indispensable de l'agriculture paysanne et d'une alimentation équilibrée, notamment infantile, pour de nombreux territoires.

3.3 L'abus des antibiotiques en élevage industriel : un fort impact négatif pour l'environnement et pour la santé.

Cet abus est particulièrement fort dans les élevages industriels de porc et de volaille. Il entraîne des conséquences à deux niveaux très différents en gravité mais liés entre eux :

- conséquences modérées : elles résultent de la présence d'antibiotique ou de leurs dérivés dans les produits de consommation et dans les effluents des unités de production. Elles apparaissent en l'absence de contrôles ou d'insuffisance de ceux-ci pour interdire la vente de ces produits ou les méthodes de production en cause. En effet, outre un usage abusif en cas de pathologie déclarée, dans beaucoup d'élevage les antibiotiques sont utilisés en traitements préventifs systématiques et comme accélérateurs de croissance. Ces pratiques, contraires aux règlements et imposées par les firmes et divers prescripteurs, se déroulent en grande partie, à l'insu de l'éleveur via l'incorporation des antibiotiques dans les aliments imposés. Même en dessous des seuils réglementaires, la présence fréquente d'antibiotique dans l'alimentation et dans l'environnement, en plus de réduire la qualité des viandes contribue au développement de l'antibiorésistance.

⁷ A noter que ces résultats établis pour le CIV (Centre d'Information des Viandes) sont supérieurs à la plupart de ceux de la bibliographie

Conséquences très graves : elles relèvent de l'"antibiorésistance" définie comme le développement chez les bactéries d'une résistance aux antibiotiques. Cette résistance résulte d'une mutation génétique soit d'un gène existant soit d'un nouveau gène acquis.

Ce développement des résistances constitue une "*préoccupation majeure*" par les instances européennes et mondiales tant pour la santé animale que pour la santé humaine. Mais cette préoccupation se traduit encore trop en diagnostics et insuffisamment en mesures efficaces. En santé animale, pour certaines maladies, comme la maladie du porcelet qui conduit à des taux de mortalités de 15 % dans de nombreux élevages, aucun traitement n'est disponible. Beaucoup plus grave, les cas en fort développement d'antibiorésistance en santé humaine. Celle-ci provient en forte proportion de l'abus d'antibiotiques en élevage industriel. La chaîne alimentaire joue en effet en grand rôle dans cette transmission de l'animal à l'homme alors que, à quelques exceptions près, les antibiotiques sont les mêmes en médecine vétérinaire et humaine.

Cette situation inquiète de nombreux chercheurs et médecins en raison de la perte d'efficacité de plusieurs traitements et de la hausse de la morbidité. Elle devrait conduire les autorités sanitaires et les praticiens à être beaucoup plus vigilants pour réduire de façon drastique l'emploi des antibiotiques en élevage industriel.

Cela devrait conduire à rendre impossibles certaines pratiques d'élevage dans lesquelles, y compris à l'insu de l'éleveur et contrairement aux règlements, les antibiotiques sont utilisés en traitements préventifs systématiques et comme accélérateurs de croissance. Cela conduirait aussi à revoir certaines bases actuelles de l'élevage industriel (densité des animaux, vitesse de croissance, ...).

4 De graves conséquences sur les conditions de travail et sur les rapports à l'animal.

La quête de profit maximal conduit les acteurs de ce système à penser très rationnellement, en élevage industriel, des modes d'élevage et des pratiques (voir encadré n° 3) qui conduisent à nier toute sensibilité aux animaux, dans des approches purement économiques fondées sur le seul bilan coût/bénéfice.

Encadré n° 3 : le traitement des animaux en élevages industriels

- Les conséquences de ce système, ce sont tout d'abord des animaux confinés dans des « batteries » (chaque poule dispose d'un espace égal à celui d'une feuille A4), avec toutes les conséquences que cela implique : blessures ; infections ; paralysies ; cannibalisme ; stress ; maladies, mortalité élevée... et augmentation d'utilisation d'antibiotiques pour éviter la multiplication des infections.
- Ces animaux sont sélectionnés génétiquement afin que leur croissance soit accélérée, au risque que des organes, tel le cœur, les pattes, ne suivent pas cette croissance.
- Ils sont le plus souvent nourris avec une alimentation « enrichie » qui recourt éventuellement à des plantes génétiquement modifiées ou des composés d'origine animale ;
- Transportés dans des conditions très difficiles (les directives européennes en vigueur étant souvent ignorées), ils sont abattus à la chaîne, avec des contraintes de rythme qui conduisent les bovins engourdis et suspendus par une patte à se réveiller avant qu'on leur tranche la gorge...

Ces animaux adoptent des comportements pathologiques, à l'image des truies reproductrices, dans des stalles métalliques minuscules, qui mordent inlassablement les barreaux qui les contiennent, ou bien des poulets de batterie, qui blessent leurs congénères avec leur bec. Plutôt que de repenser le système de l'élevage, on l'aménage dans la marge, avec des pratiques qui sont souvent source de souffrance renouvelée pour les animaux, comme le débecquage des poulets, pratiqué sans anesthésie.

Cette artificialisation des conditions d'élevage a débouché sur des préoccupations d'ordre à la fois éthique (respect des animaux et de la nature en réaction aux mutilations, aux conditions industrielles d'élevage et d'abattage) et technique sous l'angle de la productivité et de la qualité des animaux ainsi produits (stress, risque sanitaire conduisant à une forte pression médicamenteuse, déformations osseuses ...). Notamment en productions avicoles et porcine la sélection et les modes d'élevage font des animaux des moyens, hyper fonctionnels et spécialisés de production industrielle.

Plus rarement évoquées, les conséquences du développement de ces formes capitalistes hyper productivistes sur les conditions de travail des paysans et des salariés de l'industrie ou de l'encadrement sont également, voire davantage encore, à remettre en cause. Les travailleurs-éleveurs sont souvent confrontés à une "violence institutionnalisée" envers les animaux, violence liée à l'organisation industrielle du travail en porc et en volaille. Cette violence sur les animaux est source de souffrance pour les éleveurs qui, de plus travaillent, dans un contexte de remise en cause de leur travail et de leur revenu par les processus de concentration et de prix très variables et généralement insuffisants. Pour les salariés de l'industrie, la majorité des tâches sur les animaux : production industrielle de poussins dans les grands couvoirs, abattage, ... s'inscrit dans un contexte de travail difficile, très parcellisé et avec de fortes contraintes de productivité.

En réponse très partielle aux réactions d'ordre éthique et technique, plusieurs actions institutionnelles sont engagées : règles de l'UE en faveur du "bien-être animal", travaux de recherche (en France notamment) pour mieux mesurer les douleurs imposées aux animaux et, si possible, pour les atténuer ou mieux les supprimer.

Sans être négligeables, ces réponses restent très insuffisantes car elles :

- sont fondées, non sur la notion de souffrance animale mais sur celle de "bien-être animal", à portée beaucoup plus limitée ;
- négligent la question des conditions de travail ;
- ne remettent pas en cause l'origine de ces situations très majoritairement dépendantes des règles capitalistes dominantes aussi bien en élevage qu'en industrie.

5 En résumé : à consommation constante de viande on peut réduire l'impact climatique et écologique ainsi que la concurrence vis-à-vis de la consommation humaine, en augmentant :

- la part du porc et de la volaille au détriment des herbivores ;
- parmi les herbivores, la part des élevages extensifs, notamment laitiers, avec pour objectif d'assurer une alimentation suffisante en lait et produits laitiers et en conservant, voire mieux en augmentant la surface en prairies naturelles (stockage de CO₂, biodiversité) et (avec les granivores) en assurant les besoins locaux en humus pour les sols cultivés, avec suppression des excès azotés ;
- pour le porc et pour la volaille, l'alimentation locale pour réduire les importations de soja ou autres et les exportations de céréales au delà du strict nécessaire pour les pays structurellement déficitaires.

III VERS UNE REPOSE ALTERNATIVE : pour des modalités de production et des niveaux de consommation satisfaisants

Pour les viandes comme pour les autres produits, la question centrale est celle de l'accès de tous à une alimentation de qualité, dans le respect de l'environnement, c'est-à-dire en mettant progressivement en place une société plus égalitaire et non capitaliste ; cet objectif de long terme nécessite sans doute plusieurs étapes.

1. Définir les objectifs à prendre en compte

Réduire la consommation de viande dans les pays sur consommateurs et favoriser sa consommation là où elle est insuffisante;

- Adapter la production de chaque région du monde à la satisfaction des besoins vitaux de ses habitants, avec notamment une alimentation satisfaisante pour tous en quantité et en qualité, y compris culturelle ;
- Réduire des échanges internationaux aux stricts besoins de compléments, chroniques et conjoncturels, régis par des accords égalitaires dans le cadre de la souveraineté alimentaire ;
- Sur ces bases, assurer l'autonomie des producteurs et des consommateurs dans le choix des modes de production et de consommation, grâce notamment à une réglementation restrictive vis-à-vis des firmes ; favoriser les systèmes de production les moins destructeurs de l'environnement et favorables à la qualité des produits comme à la santé des consommateurs;
- respecter des milieux et des équilibres écologiques mondiaux ;
- intégrer la question de la viande sous ses différents aspects dans une politique agricole et alimentaire à finalité écologique et sociale, axée sur les ressources financières locales, la santé, les enjeux écologiques locaux et globaux dans les pays sur consommateurs, mais laissant libre chaque individu de son menu.

Favoriser des régimes alimentaires équilibrés et faisant peu appel à l'agriculture industrielle, aux firmes de la production, de la transformation et de la distribution. L'évolution des pratiques peut notamment être favorisée par les choix de la restauration collective.

Ainsi, cette politique alternative pour la viande doit s'intégrer dans un ensemble plus vaste avec peut-être une certaine priorité, ou tout au moins un accent particulier, pour ce produit compte tenu de la diversité des aspects et de leur ampleur. Cette politique implique de nouvelles règles concernant le commerce international, les entreprises, des incitations pour d'autres systèmes de production, des moyens et une information pour une alimentation plus saine en vue. Une telle politique doit permettre et inciter à une meilleure prise de conscience et de responsabilité aux niveaux individuel et collectif, mais sans mot d'ordre ou sans contrainte, dans le respect de la liberté de chacun.

Par exemple, il faut que les personnes qui le souhaitent et le peuvent puissent accéder à une nourriture de qualité, sans viande, voire sans produits animaux. Mais tous ne peuvent s'assurer ainsi une alimentation satisfaisante, notamment pour les enfants et certains modes d'élevage, peuvent seuls dans de nombreuses zones, assurer une alimentation équilibrée en plus de la biodiversité, de la lutte contre l'érosion ... !

Ces objectifs impliquent deux grands types de modification emboîtés et tous indispensables :

Réduire la consommation à des niveaux quantitatifs voisins entre les différents pays, permettant à tous une alimentation quantitatifs et qualitatifs satisfaisants ; cela implique notamment des changements de comportement des sur consommateurs et un arrêt des hausses de consommation en cours pour ceux autour de l'objectif fixé.

Modifier progressivement et *in fine* radicalement les systèmes de production et d'échanges dominants actuellement et favoriser les systèmes locaux respectueux des ressources naturelles et répondant aux besoins humains : emplois, culture, santé ; cela implique un changement radical sur le plan économique et politique.

2 Quel niveau de consommation ?

2.1 Quel(s) niveau(x) de production mondiale ?

Actuellement (2007):

- 1 milliard de riches consomment 100 kg de viande par an (96 kg pour les pays développés hors anciens pays planifiés)
- 5,6 milliards de personnes à revenu moyen ou pauvres consomment 31 kg de viande par an (moyenne des PED)
- total 278 millions de T

Peut-on supposer que cette production soit suffisante en 2050 ? Oui, si les 9 milliards d'humains, riches (consommation en forte baisse d'ici là) et pauvres et très pauvres (consommation en hausse forte) consomment tous 30 kg en moyenne, soit une consommation mondiale de 270 millions de T (niveau actuel).

En tout cas un tel équilibre à long terme est impossible à obtenir rapidement aussi bien du côté de la réduction de la surconsommation que des déficits protéiques. Mais il y a urgence

- à assurer la sécurité alimentaire par augmentation des formes d'élevage respectueuses de l'environnement, des habitants et des producteurs familiaux dans de nombreux pays du Sud, notamment à redonner toute sa place à l'élevage pastoral ou intégré dans les exploitations ;

- à limiter, puis éliminer, les formes industrielles de grande taille de production d'aliments du bétail et d'animaux, sources d'exclusion des populations, d'accaparement de terres, de déforestation, de pollution de transport et de concurrence des formes paysannes au Sud et au Nord.

2.2 Quelles évolutions des comportements de consommation⁸ ?

Ces évolutions sont possibles à partir de deux recommandations d'ordre nutritionnel et deux d'ordre global :

- *"en finir avec le modèle occidental de surconsommation de viande (p 224) : en moyenne en France et dans beaucoup de pays occidentaux notre consommation globale de viande (en dehors du poisson) est trop élevée selon les critères de nutrition préventive. [Toutefois] une consommation de viande au dessus des normes peut ne pas avoir de répercussion bien nettes sur la santé (mais fort effet "individu").*
- Mieux se nourrir :
 - *"l'enjeu principal est bien de favoriser l'adoption, le plus tôt possible, des régimes protecteurs riches en produits végétaux complexes et équilibrés en produits animaux complémentaires, sachant que ces derniers ont normalement une place bien minoritaire par rapport à la base végétale. ... - Mais diminuer la consommation de viande au profit des glucides purifiés ou des matières grasses nuit aux régulations métaboliques et au contrôle du poids". (p 109) ;*
 - *L'adoption d'un régime alimentaire adapté à la satisfaction des besoins protéiques sans un recours élevé aux protéines animales, n'est pas bien difficile. (p. 102)". «il suffit qu'une alimentation équilibrée en énergie contienne au moins 12 % de protéines pour couvrir les*

⁸ Ce point est rédigé à partir de citations ou de résumés de passages sélectionnés dans l'ouvrage "*que mangerons-nous demain ?*" de Christian REMESY, Odile JACOB, 2005.

besoins nutritionnels. Cela serait très facile à obtenir vu la richesse en protéines (sauf les fruits) de tous les aliments si l'offre alimentaire ne comportait pas autant de produits purifiés ». Ainsi dans les régimes de type occidental, le rôle des produits animaux pour satisfaire les besoins est d'autant plus élevé que l'aliment est riche en calories vides [apportées par des produits industriels vidés de leurs vitamines et sels minéraux] et pauvre en produits végétaux complexes (p. 101).

- La consommation des produits animaux est aussi un moyen intéressant de satisfaire des besoins nutritionnels autres que les acides aminés (vitamine B et fer avec la viande, éléments absents du règne végétal...)...Les repas riches en protéines sont rassasiants et contribuent à réduire le grignotage. A cela il faut ajouter le plaisir de la table et de la convivialité autour des produits animaux. (p. 106)

A ces préoccupations nutritionnelles il faut ajouter deux préconisations d'ordre général :

- Une priorité : *La malnutrition protéique, pourtant si répandue dans le monde, provient soit de la précarité sociale, soit de la monotonie alimentaire, en particulier dans les pays du sud, lorsque le mil et le manioc sont les ressources majeures, ce qui constitue une situation critique pour le sevrage des enfants. (p.103)*
- Consommer moins de viande mais de meilleure qualité. Il y a "nécessité de mieux définir les qualités nutritionnelles des viandes" (p 225). Celles-ci sont très variables en fonction du type d'alimentation animale (par exemple favoriser l'élevage à l'herbe de bovins à double fin), de la conduite d'élevage (fort effet négatif des cycles très courts en granivores ...), du type d'animaux et du niveau et du type de transformation. Par exemple, le développement du porc et de la volaille au détriment du bœuf (effet prix et avantage industrialisation pour les IAA), a favorisé le développement de la charcuterie et des plats cuisinés pas toujours de bonne qualité nutritive et organoleptique et l'usage des grains pour la production de viande et accéléré la réduction de la surface en herbe.

3 des pistes alternatives

L'objectif de long terme d'une autre situation en matière de viande nécessite plusieurs étapes et plusieurs niveaux et types d'intervention dans la construction d'une autre situation agricole et alimentaire à l'échelle mondiale et des différentes régions du globe.

A un niveau global, une tout autre politique, fondée sur une écologie sociale, répondant à la fois aux urgences environnementales et sociales devrait viser la réduction de la consommation de viande dans les pays sur consommateurs et favoriser sa consommation là où elle est insuffisante. Il s'agit d'adapter la production de chaque région du monde à la satisfaction des besoins vitaux de ses habitants, avec une alimentation satisfaisante pour tous en quantité et en qualité, y compris culturelle et un bon usage des ressources. Cela passe par :

- assurer l'autonomie des producteurs et des consommateurs dans le choix des modes de production et de consommation, grâce notamment à une réglementation restrictive vis-à-vis des firmes ;
- favoriser les systèmes de production les moins destructeurs de l'environnement et favorables à la qualité des produits comme à la santé des consommateurs;
- réduire des échanges internationaux aux stricts besoins de compléments, chroniques et conjoncturels, régis par des accords égalitaires dans le cadre de la souveraineté alimentaire.

Il devrait en résulter une relocalisation d'une part importante de la production agricole, une réduction de l'emprise de l'industrie et des firmes multinationales, une réduction de la consommation de viande dans les pays sur consommateurs et un ralentissement de la hausse de la consommation dans de nombreux pays et le développement d'autres modes de production.

A notre échelle de citoyens de pays riches, tout en conservant cet objectif mondial, il s'agit de réduire la prégnance du système dominant sur la production de notre alimentation et ses conséquences écologiques et sociales. Il s'agit de développer à la fois des actions individuelles et collectives.

La réduction ou l'arrêt de consommation de viande par un nombre conséquent de citoyens sont sources de prise de conscience, de construction d'autonomie et, dans un contexte idéologique favorable, d'impacts favorisant les actions collectives et en amplifiant l'effet. Bien qu'importants ces comportements ne peuvent à eux seuls affaiblir significativement le système dont la capacité de réaction est très forte comme on peut le voir en agriculture biologique et en commerce équitable.

Il s'agit donc de mener collectivement une bataille à la fois idéologique et pratique en matière de formes économiques et de comportements. Cette bataille doit être unificatrice des différentes forces alternatives ou contestatrices, porteuses d'une remise en cause de l'actuel système viande sur chacun des quatre volets de cette critique : écologie/climat, agriculture/alimentation, gestion des ressources, rapports entre pays. La construction de ce consensus peut se réaliser autour du fait que l'ampleur des dégâts sur chaque volet et sur leur ensemble est le fruit des formes dominantes du développement actuel du "système viande" capitaliste. Ce consensus pourrait être complété et conforté par les critiques spécifiques propres aux divers courants ou situations. Cette bataille idéologique peut aussi comprendre un travail d'information et de dénonciation de propos de certaines firmes, des lobbys "pro viande", comme de promotion des pratiques alternatives ...

Cette bataille doit aussi, pour être unificatrice, prendre en compte la diversité des impacts des différentes façons de produire. Par exemple, certains systèmes herbivores peuvent apporter des contributions écologiques à la conservation des sols et de la biodiversité, y compris sous nos climats. En production de volaille et de porc des alternatives technico-économiques sont également possibles dans le cadre de l'agriculture paysanne ou de formes proches respectant les critères de durabilité écologique, sociale et économique. La prise en compte de ces éléments est essentielle pour associer un nombre croissant de producteurs.

Cette bataille est à mener en lien avec la construction d'alternatives et avec les luttes. Parmi les initiatives existantes on peut noter celles de l'agriculture paysanne, voire durable, certains circuits courts, la mise en place de nouvelles pratiques collectives d'alimentation. Les Régions et autres collectivités où la gauche de transformation sociale et écologique est active peuvent être des acteurs efficaces sous divers angles, notamment en liant information alimentaire et aide à l'organisation de nouveaux circuits, à la relocalisation des productions, au changement des techniques d'élevage. Les initiatives peuvent concerner une zone restreinte mais aussi mettre en relation des zones éloignées et complémentaires, par exemple, pour l'alimentation animale ou pour les échanges de produits alimentaires ... Les récentes campagnes sur le soja impliquant des forces d'Amérique latine et d'Europe, sur les exportations de bas morceaux de volaille en Afrique... comme la lutte anti OGM, participent de cette nécessaire dimension internationale.

Ainsi, la prise en compte dans le champ politique de l'ensemble des questions liées à la production et à la consommation de viande doit être emblématique d'une lutte anticapitaliste mêlant étroitement les enjeux sociaux et écologiques dans une approche articulant le local et le global. Dans ce cadre, les différents mouvements de contestation du système viande peuvent contribuer à l'évolution que nous souhaitons.

Parmi les sources utilisées :

FAO, *la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, Rome, janvier 2010 (avec un dossier développé sur l'élevage) ;

NICOLINO F. *Bidoche, l'industrie de la viande menace le monde*; les liens qui libèrent, paris 20909

REMESY Ch., *Que mangerons-nous demain ?* Odile Jacob, Paris 2005;

Porcher J., *Contagion de la souffrance entre travailleurs et animaux en production porcine industrielle*, *Courrier de l'environnement de l'INRA* n° 58, mars 2010

Institut de l'élevage (pour le Centre d'information des viandes), *Analyse des indicateurs et arguments utilisés contre l'élevage* Juillet 2009

Institut de l'élevage, *nouveaux compromis techniques pour concilier efficacité économique et environnementale en élevage herbivore*. *Revue fourrages* (2009) n°198

Annexe : Données de consommation et d'échanges pour les principaux pays (2008)

(source FAPRI 2008)

Type	pays	Conso par tête (2008)				Echanges (1000 Tec)		
		bovin	Porc	Poulet	Total*	Bovin,	porc	poulet
Exportateurs nets **	Argentine	65,5	5,0	29,8	100,3	570	-11	- 95
	Australie	37,4	31,7	34,8	93,9	1462;	-59	10;
	Brésil	37,7	11,7	38,7	88,2	2586;	857	3165;
	Canada	32,3	29,0	29,6	90,9	226	776	-24
	Chine	6,0	36,0	8,5	52,3	- 15	-253	-171
	UE	17,6	42,1	16,1	78,6	-585	1391	78
	Inde	1,6		2,0	3,6	717	-	-
	NZ	38,1	13,1	3,2	87,7	523;	-3	-
	Thaïlande	2,7	10,8	12,7	26,2	-3	7;	394
	Ukraine	9,1	12,7	13,6	35,3	-48		
USA	41,5	30,1	45,1	116,7	-663;	1 102	2671	
Principaux Importateurs	Egypte	8,1		8,7	14,8	-278	-	7
	Indonésie	2,4	2,6	3;2	8,4	-32		17
	Japon	9,7	19,7	15,0	44,4	-736	-1319	-705
	Mexique	23,3	14,7	28,5	66,6	- 364;	439;	476
	Russie	17,3	19,3	19,0	55,6	- 1 169	- 780	- 1212
	Af du Sud	16,1		24,9	41,0	- 42 ;	-	221
	Corée Sud	10,4	31,5	11,6	53,4	288	-	-
Taiïwan	4,9	39,7	27,4	72,0	- 107	- 48	- 62;	

** pour au moins une des 3 viandes ;*parfois > à la somme des 3 chiffres

Export et Import bovin = 6 206; porc = 4 386; poulet = 6414 ; total =17 000